



HAL
open science

”Emmanuel Du Parquet: l’aventure allemande en Lettonie”, chapitre introductif (version française avant traduction en letton)

Julien Gueslin

► **To cite this version:**

Julien Gueslin. ”Emmanuel Du Parquet: l’aventure allemande en Lettonie”, chapitre introductif (version française avant traduction en letton). Franču pulkvežleitnanta Emanuela Diparkē atmiņas, Mansards, Riga, pp.7-20, 2019. hal-03001817

HAL Id: hal-03001817

<https://hal.science/hal-03001817v1>

Submitted on 14 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PRIEKŠVARDS (= Introduction)

(pp.7-20, "Emmanuel Du Parquet: l'aventure allemande en Lettonie", chapitre introductif (version française avant traduction en letton). Franču pulkvežleitnanta Emanuela Diparkē atmiņas, Mansards, Rīga, 2019.)

Julien Gueslin

Publié en 1926 sous le titre « L'aventure allemande en Lettonie » aux éditions Charles Lavauzelle, ce livre est un témoignage précieux sur les évènements s'étant produit en Lettonie en 1919-1920. Son intérêt réside dans le fait qu'il a été écrit par un témoin direct de ces évènements, le chef de la mission militaire française en Lettonie, et surtout peu de temps après ceux-ci (le manuscrit semble avoir été terminé en 1923). Du Parquet s'est appuyé sur les rapports et notes envoyés au Ministère de la Guerre et aussi sur ses souvenirs relativement récents (à la différence de mémoires écrits plus tardivement et donc plus influencés par les évènements s'étant déroulés depuis ou par l'oubli de certains détails).

Mais ce livre a été écrit par un militaire encore en activité (Du Parquet est affecté en 1923 dans un régiment de tirailleurs au Maroc) qui n'a donc pas la faculté de publier ce qui lui plaît. Cela explique le retard pris dans la publication de l'ouvrage. Après relecture de l'ouvrage, le Ministère de la Guerre demande ainsi à Du Parquet de transformer ce qui lui semble plus un récit trop personnel de sa mission en une histoire en apparence plus neutre des évènements survenus en 1919 (beaucoup de passage sur la création et le fonctionnement de la mission sont ainsi supprimés). On lui demande également de supprimer surtout tous les passages pouvant prêter polémique sur par exemple l'action des Britanniques, sur le régime de Koltchak, etc. Fin 1923 le manuscrit déjà corrigé est également envoyé à Du Martel, le ministre de France en Lettonie¹ qui demande également de supprimer quelques passages sur des hommes politiques letton afin d'éviter « des froissements inutiles ». Mais nonobstant ses demandes, les autorités ne voient pas d'inconvénients sérieux à empêcher la publication de l'ouvrage. Il faudra attendre cependant deux ans pour que le livre paraisse et devienne rapidement une référence pour ceux s'intéressant à l'histoire de la Lettonie et d'un conflit qui, dans ses détails, était resté très mal connu de l'opinion publique française. Le livre de Du Parquet paraît également à

¹ Le 24, 7 N 2774

une époque où le public française s'interroge sur la politique allemande en Europe orientale et ses intentions révisionnistes (le traité de Rapallo avec l'Union soviétique en 1922 suscite l'inquiétude) : ce n'est pas un hasard si Du Parquet insiste spécialement auprès de son administration sur l'intérêt de ne pas trop tarder à autoriser la publication d'un ouvrage alors que « la politique allemande conserve tout son intérêt à l'heure actuelle »² et sur l'intérêt de soutenir l'indépendance de l'État letton, « une sentinelle avancée vigilante, fidèle et très capable de remplir son rôle dans le maintien de la paix en Europe ».

Emmanuel du Parquet est né en 1869 à Hale en Angleterre. Après s'être engagé volontairement dans l'armée en novembre 1888, il intègre l'École spécial militaire en 1893 et en sort, sous-lieutenant, en octobre 1894. Il est affecté en Tunisie puis en Algérie dans les troupes coloniales (dans un régiment de tirailleurs algérien, les fameux « zouaves » ou « Turcos », parmi les unités militaires d'élite les plus célèbres en France alors) un cursus classique permettant alors aux officiers ambitieux de faire une carrière plus rapide du fait des nombreux conflits éclatant. Après être revenu en France entre 1899 et 1913, le jeune capitaine participe au conflit mondial à la fois sur le sol français mais surtout au Maroc colonial, où l'armée française doit lutter contre des révoltes incessantes et soutenues clandestinement après 1914 par les Allemands. Mis à la disposition de Lyautey, le résident français au Maroc, il participe à la mise en place et à l'encadrement des régiments de tirailleurs marocains et est promu commandant. En 1919, lorsqu'il est désigné pour participer aux missions se rendant dans les pays baltes, le commandant Du Parquet est donc reconnu comme un excellent officier, avec plusieurs citations et décorations et dont la « belle conduite sur le front » est reconnu par ses supérieurs. Il a surtout eu l'expérience de missions difficiles dans des territoires en conflit et semble être un cadre adéquat pour partir dans une région semblant depuis Paris en « pleine anarchie ». Du Parquet ne semble pas avoir visité auparavant les régions de l'Europe nordique et baltique : c'est cependant intéressant pour un historien ou un lecteur d'aujourd'hui car cela nous permet de voir quelle sont les réactions ou jugements d'un individu n'ayant ni stéréotypes ni préjugés vis-à-vis de cette région.

Au début de l'année 1919 la situation pourtant catastrophique des territoires lettons et baltes attire encore peu l'attention d'une opinion occidentale encore sous le choc des

² 7N 2774

sacrifices humains consentis sur le front Ouest et focalisée sur la conclusion d'une paix permettant enfin de neutraliser le danger allemand (par des garanties militaires, territoriales mais aussi en construisant un nouveau système international basé sur les nationalités et la Société des Nations). Les autorités françaises n'avaient pas cru d'abord à un danger bolchevique imminent du moins en Baltique orientale. D'autre part dans le cadre de la guerre civile russe, le but était surtout d'avoir une action défensive et limitée. Il fallait empêcher la conquête par les bolcheviques des régions de l'ex-Empire nécessaires économiquement à leur survie et où s'organisaient déjà des forces armées susceptibles de leur tenir tête (Ukraine, Caucase, Sibérie occidentale), ce qui n'était pas le cas des territoires lettons. Cela permettait évidemment aussi aux Alliés d'éviter de s'engager dans une intervention trop hasardeuse, massive et coûteuse dans une mer difficile d'accès que l'opinion épuisée aurait difficilement soutenue. Si on désirait pourtant une évacuation rapide des troupes allemandes des anciens territoires de l'Empire russe, les Alliés disposaient de peu de possibilités alternatives. Ils n'avaient pas les moyens d'intervenir massivement immédiatement. Ils étaient peu désireux de solliciter les Scandinaves, peu enclins également en dehors de certains groupes de volontaires à s'engager puissamment. Enfin la célébrité des tirailleurs rouges lettons et la faiblesse des mouvements nationaux lettons donnaient du poids à la crainte de populations lettonnes peu sûres et peu disposées à tenir le choc face aux bolcheviques : Français et Anglais se montraient donc réticents à distribuer beaucoup d'armes sans pouvoir exercer un contrôle étroit sur la destination de celles-ci tout en promettant, " aussitôt que les possibilités matérielles le permettront " de soutenir l'organisation d'unités nationales.

Enfin compte tenu des informations parvenues sur l'état d'esprit des troupes allemandes dans la Baltique (indiscipline, démoralisation, etc...), celles-ci semblaient peu susceptibles de jouer un rôle important.

Faute de mieux, on s'était donc résolu à maintenir provisoirement les troupes allemandes dans les pays baltes pour "parer au plus pressé", comme l'affirmait une note du 4 décembre 1918 : l'article XII de l'armistice du 11 novembre laissait les Alliés seuls juges du moment opportun du retrait allemand et cela malgré la protestation des gouvernements estonien et letton.

Or, début 1919, la réalité avait cruellement démenti ces analyses avec une poussée bolchevique dans les pays baltes qui avait été contenue de justesse. D'autre part l'arrivée

du général allemand von der Goltz et l'organisation d'unités de volontaires (les fameux corps francs), d'une Landeswehr contrôlé par des Germano-Baltes, les difficultés posées au jeune gouvernement letton pour s'organiser accréditent l'idée d'une agitation ou peut-être d'un plan allemande visant à troubler et destabiliser les puissances alliées.

Soucieux de répondre aux multiples demandes des gouvernements nationaux estonien et letton et de tenter de les aider à s'affranchir de l'influence allemande, les Alliés s'étaient donc résolus à envoyer des forces limitées en Baltique. Il leur fallait surmonter cette contradiction entre la défense de principes généreux et une sympathie pour les efforts des petites nationalités baltes et une attitude très prudente vu l'incertitude de la situation et la difficulté à anticiper les évènements futurs. Après le départ d'une escadre anglaise, la France avait décidé d'envoyer en décembre 1918 quelques navires pour montrer « nos couleurs » qui vont former le noyau de la Division navale de la Baltique : celle-ci n'arrive cependant qu'en avril 1919 devant Liepaja. Enfin, en février 1919, Paris se décidait à mettre en place des missions militaires secondaires dans les pays baltes dépendant d'une mission principale se trouvant en Finlande. Le but était surtout de déterminer « le sérieux » des organisations et institutions locales (on rappellera que les contacts étaient très lâches jusque là) et les besoins de ceux-ci en matériel et en instructeurs et enfin surtout d'informer Paris sur ce qui passait exactement en Lettonie

C'est ainsi que le commandant Du Parquet (qui reçut pour sa mission le grade fictif de lieutenant-colonel afin de disposer du « prestige nécessaire » par rapport aux autres missions) fut désigné et quitta l'Afrique en mars 1919. Après un séjour à Paris pour organiser la mission, il quitte la capitale française le 26 avril et après un séjour à Stockholm, arrive sur un navire de guerre française à Liepaja le 20 mai avec 3 officiers et 3 hommes de troupe. Il s'agit d'une évolution importante car pour la première fois depuis 1915 (et le départ du consul français de Riga) le gouvernement français va disposer d'un agent officiel qui va lui transmettre une information directe de ce qui se passe en Lettonie et rentrer en contact sur place avec les responsables lettons. Mais il ne s'agit encore que d'un premier pas : il s'agit d'une simple mission d'information et de propagande comme l'affirme les instructions transmises officiellement à Du Parquet le 18 avril 1919. Les effectifs de la mission sont dérisoires par rapport à ceux mobilisés par les Anglais qui disposent de véritables services de

renseignement et peuvent nouer des relations fructueuses avec de très nombreux interlocuteurs des administrations et armées lettonnes.

Les moyens de propagande mis à disposition restent modestes (10 000 francs français) par rapport à ceux octroyés à la mission arrivée dès mars en Lituanie (50 000) où l'affrontement avec les Polonais et l'influence allemande inquiètent plus l'État-Major français.

Du Parquet ne peut rien promettre en terme d'aide militaire et se contenter d'informer sa tutelle sur la situation militaire et les possibilités de l'armée lettonne. Outre la surveillance de l'action de Von der Goltz et les liens avec les autorités lettones (faute d'informations fiables, on comprend alors très mal ce qui se passe à Liepaja et la nature des relations entre le gouvernement letton, les Germano-baltes et les autorités allemandes), l'idée est surtout d'encourager les « bonnes volontés » lettonnes et faciliter la création d'un « centre de résistance solide » contre les influences allemandes et bolcheviques, la coopération entre les États Baltes et un rapprochement avec la Pologne.

Tout en se montrant de la sympathie pour les efforts, les autorités françaises restent encore dubitatives à l'époque sur les chances futures d'un État letton indépendant et on préfèrerait l'idée d'un lien fédératif avec une république russe rénovée, conciliant une large autonomie pour les territoires lettons et le maintien d'un ensemble geopolitique pouvant faire échec aux efforts allemands. Peu de diplomates français arrivent à saisir le caractère utopique d'une telle solution vu l'attitude de la majorité des factions russes blanches (hostile à toute forme de démembrement et même à une trop grande décentralisation) et craignent encore plus un émiettement de la région en un ensemble de petits Etats qui ne pourront résister pour eux à l'influence allemande. Seule une petite partie de l'opinion mais composée d'intellectuels et hommes politiques important se montre sensible à la création de petites républiques démocrates et pacifiques et effectue un travail de propagande en direction de l'opinion qui commence à porter ses fruits.

Lorsqu'il arrive en mai à Liepaja, Du Parquet arrive au milieu d'une situation très troublée, un mois après le coup du 16 avril qui a tenté de renverser le gouvernement Ulmanis. Cette arrivée postérieure explique d'ailleurs qu'il évoque peu cet évènement dans son livre (il cite beaucoup les écrits de Von der Goltz pour poser le contexte) pour plus s'attarder au contraire sur les mésaventures tragicomiques de Niedra (son enlèvement le 13-15 mai et les pressions exercées par lui). Le chapitre III de son livre (« La Lettonie sous la

botte allemande ») reprend ainsi (en le présentant différemment) la plus grande partie du contenu du premier rapport envoyé par Du Parquet au Ministère de la Guerre sur la situation du pays à la date du 25 mai (avec de nombreux documents en annexe et cités également presque in extenso dans le livre). L'intérêt du travail de Du Parquet est de fournir un récit détaillé de son action mais aussi de fournir une description vivante de sa vie quotidienne sur place, de la situation difficile de la population et des rapports noués avec les officiers français, la culture française et la francophilie étant vu comme des auxiliaires pour montrer son opposition à l'impérialisme allemand d'alors et contrecarrer le poids jugé trop lourd de la culture allemande.

Du Parquet évoque en particulier ses premiers contacts sur place et ses premiers entretiens avec Niedra et Ulmanis. Sa conclusion était sans appel : « le ministère Niedra était donc un ministère d'usurpation, en contradiction absolue avec le seul élément de représentation nationale, le Conseil national » letton ». Le refus de Niedra de céder le pouvoir au gouvernement de coalition dirigé par Ulmanis était, pour Du Parquet, le signe de sa duplicité. Les informations transmises par Du Parquet vont permettre d'affiner considérablement la perception française des différents partis et surtout des relations existant entre eux, en particulier entre les Germano-Baltes et les Allemands, des persécutions exercées par certaines unités allemandes ou germano-baltes sur la population lettonne (Du Parquet parle même d'une « terreur blanche » pire que la « terreur rouge » bolchevique).

Alors qu'une partie de la diplomatie française jugeait auparavant important de ne pas négliger la force militaire et politique des Germano-baltes (et s'interrogeait sur la faiblesse des forces lettonnes) pour la lutte contre les forces bolcheviques, qu'elle mettait encore en valeur les liens passés avec les fonctionnaires et diplomates russes d'origine baltes, les informations transmises par Du Parquet (et par Brisson arrivé en avril 1919) contribuent à une véritable prise de conscience : en restant trop passifs et sans moyens de pression, les puissances alliées risquent non seulement de perdre leur prestige auprès des populations locales mais surtout de favoriser la domination d'institutions imposées par les troupes allemandes et susceptible de perturber l'établissement de l'ordre nouveau souhaité par les Alliés. Le 23 mai, le Conseil des ministres alliés des affaires étrangères avait validé les recommandations de ses experts visant à l'envoi d'une mission interalliée dirigée par un officier britannique (le général Gough) chargée d'organiser au plus vite l'organisation des forces armées locales et remplacer à terme les troupes allemandes. On exigeait la formation

d'un gouvernement letton représentatif, certes de coalition mais avec une représentation proportionnelle à l'importance de chaque parti. Mais dès le 18 juin, après une nouvelle réunion du Conseil Suprême, Foch ordonnait au gouvernement allemand d'activer finalement immédiatement l'évacuation des territoires baltiques en commençant par Ventspils et Liepaja. Alors que le danger bolchevique semblait alors avoir disparu dans les territoires baltiques, que les troupes estoniennes et russes au Nord et polonaises au Sud progressaient considérablement, les puissances alliées se méfiaient de plus en plus d'intrigues visant à faire avancer les troupes allemandes vers les Nord, des intentions plus ou moins déguisées d'aller combattre vers Petrograd et d'une hypothétique union entre forces réactionnaires russes et allemandes.

Si le récit de Du Parquet continue de fournir beaucoup de détails sur les manœuvres politiques de Niedra pour se maintenir au pouvoir, sa description de la situation de Riga juste après sa libération est à la fois poignante et précieuse en ce qui concerne les souffrances de la population. De même sa description de la situation à Liepaja au moment de la signature du traité de Versailles (on craignait encore réellement à l'époque un refus allemand et une reprise des hostilités) et de l'évacuation des troupes allemandes est très vivante : elle est couronnée par la destruction du monument allemand commémorant la prise de Riga en 1917 et le rétablissement du gouvernement Ulmanis, ce que Du Parquet qualifiera de « coup d'État du 27 juin » profitant du désarroi allemand.

Le récit de la bataille de Cesis et surtout des pourparlers entamés pour terminer le conflit a le mérite de montrer l'extrême difficulté que les Alliés eurent à imposer véritablement aux Estoniens et aux Allemands l'armistice controversé de Strassenhof/Strazdumuižā et le rôle que Du Parquet y joua, en imposant aux Estoniens de ne plus avancer vers Riga et en favorisant le stationnement des troupes lettonnes sur la rive droite de la Daugava.

Dès cette époque le récit nous montre aussi le rôle important laissé sur le terrain aux officiers, français comme anglais, par rapport aux décisions prises par leurs autorités respectives à Paris ou Londres. Ces décisions sont prises souvent tardivement, transmises avec beaucoup de retard vu l'état des communications et surtout peu susceptibles de suivre l'évolution rapide et très rapide de la situation sur le terrain. De ce fait cela explique les nombreuses rivalités ou tensions qui commencent à émerger entre officiers français et britanniques sur le terrain où souvent le débat stratégique est dépassé par des

questions d'ego, de jalousies ou de petites luttes d'influence. En particulier Du Parquet s'étonne vite de voir le tropisme des missions américaines et anglaises vers les questions commerciales et attire l'attention de Paris sur le retard que risque de prendre le commerce français. Mais alors que la direction des missions alliées a été confiée aux Britanniques, il s'accommode mal des hésitations de plus en plus grandes de ces derniers à s'engager sur le théâtre baltique et d'une politique qu'il a de plus en plus de mal à comprendre : si Du Parquet respecte les consignes de Paris de se garder de faire trop de promesses politiques, il s'agace de voir les représentants britanniques les multiplier au contraire et d'obtenir certaines faveurs lettonnes mais d'être incapables de les satisfaire par la suite (par exemple pour les livraisons d'armes). Si ses relations avec le général Gough et beaucoup d'officiers anglais et américains restent très bonnes, la dégradation de ses rapports avec le général Burt, le chef de la mission britannique est patente dès juin 1919, Du Parquet se plaignant d'être écarté souvent des négociations alors que Burt s'agace de l'activisme de Du Parquet et que l'influence qu'il commence à conquérir auprès du gouvernement letton.

Cela explique la décision de Du Parquet prise de son propre chef de revenir à Paris en août 1919 pour sensibiliser ses supérieurs sur le danger régnant à nouveau en Lettonie à savoir l'arrivée continue de troupes allemandes intégrées désormais dans certaines unités russes (Bermondts) et surtout d'un plan visant à installer définitivement la position allemande en Lettonie, assurer la jonction avec les territoires russes et « contourner » le traité de paix en « habillant la nouvelle armée allemande de l'uniforme russe ». Il s'inquiète de qu'il perçoit comme une inertie britannique et la volonté de se retirer à court terme sans avoir envoyé l'équipement militaire promis au nom des Alliés.

Après avoir rencontré plusieurs hauts responsables militaires et diplomatiques français (Weygand, le chef d'état-major du maréchal Foch, Berthelot, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères), Du Parquet parvient à obtenir de son gouvernement d'abandonner sa politique d'attente (en laissant aux Anglais le soin de gérer l'effort allié) et de fournir une aide militaire directe à la Lettonie, en envoyant l'équipement et l'armement pour une division complète. La diplomatie française s'implique désormais de manière croissante en poussant le Conseil Suprême à multiplier les injonctions au gouvernement allemand pour hâter l'évacuation des unités allemandes. Face à l'impuissance réelle ou pour certains feinte des autorités allemandes (une inertie perçus de manière soupçonneuse par certains Français), le Conseil est pressé de réfléchir à des sanctions réelles : le fait que

finalement une mission interalliée chargé sur place de superviser l'évacuation des troupes baltiques soit confiée désormais à un officier français (le général Niessel) est un bon signe de l'implication croissante de la France sur le théâtre baltique.

Les événements qui allaient se produire à l'automne 1919 allaient confirmer les craintes de Du Parquet, ce qui renforcerait son crédit : dans une note inscrite dans son dossier personnel et datée du 1^{er} novembre 1919, le colonel Fournier, le chef du deuxième Bureau de l'État-Major (donc le chef des services de renseignement) évoque un « esprit clair et juste (qui) a compris le développement du plan allemand dans les provinces baltes et les prévisions qu'il a fournies au Haut-Commandement ont été vérifiées par les faits ». À l'inverse il est clair que Du Parquet est sorti depuis longtemps de sa réserve pour prendre fait et cause pour les Lettons (et pour le gouvernement d'Ulmanis qu'il loue auprès de son gouvernement) d'où une certaine popularité : il est intéressant de voir que dans son livre il se met à évoquer comme certains Lettons une volonté allemande de rééditer l'aventure des « Porte-Glaives » et comparer les soldats lettons à de nouveaux Imants et Latchpesis, signe qu'il se familiarise de plus en plus avec le récit national letton.

Le récit qu'il fait dans le chapitre VII de la bataille de Riga est donc plein d'empathie, comparant l'indignation et la mobilisation de la population de Riga face à l'agression de Bermondts à l'attitude de la population de Paris en septembre 1792 quand il fallut défendre la Révolution et la « République en danger » face à l'invasion des troupes prussiennes. Il compare les tournées d'Ulmanis dans les tranchées à celles faites par Clémenceau sur le front de l'Ouest. Ces comparaisons sont significatives : il montre que la Lettonie n'est plus perçue comme un espace étranger difficile à saisir mais comme un espace intégré dans l'horizon mental français et que l'on peut commencer à comprendre à l'aide de comparaisons issues de l'histoire ou des mythes historiques français (que ces comparaisons soient justifiées réellement est bien sûr une toute autre affaire). Ces comparaisons que l'on retrouve dans d'autres sources françaises sont caractéristiques de perceptions françaises où un passé mythifié rejoint le présent et où les Lettons s'intègrent à l'idée d'un combat éternel de la République et du Droit contre une certaine Allemagne, incarnant les forces de la Réaction et « l'esprit du mal » selon les mots très germanophobes de Du Parquet (p161) : ce sont évidemment des paroles très révélatrices d'une opinion encore traumatisée par cinq années de conflits, craignant par-dessus tout le retour d'une menace allemande et encore peu disposée à imaginer toute forme de réconciliation.

Le chapitre VIII du livre de Du Parquet décrit l'épisode resté le plus fameux du conflit, à savoir la décision de la flotte franco-britannique de bombarder les troupes de Bermond puis de soutenir l'action lettonne visant à reprendre pied sur la rive gauche de la Duna. Du Parquet s'y donne un rôle central en s'y présentant comme l'initiateur de la demande faite à l'amiral Cowan, le chef de l'escadre franco-britannique de délivrer un ultimatum visant à dégager l'embouchure de la Daugava (pour empêcher l'installation de l'artillerie allemande). Il décrit également comme il était installé dans les bureaux de l'état-major letton et organisait les liaisons avec la flotte franco-anglaise dont Brisson avait la responsabilité (en tant qu'officier le plus gradé, Brisson avait reçu cette responsabilité de Cowan qui se trouvait dans le golfe de Finlande). Comme Brisson le souligne cependant lui-même dans ses rapports, si l'implication des officiers français fut constante et énergique, ils ne disposaient pas ni des effectifs ni de services de renseignements leur permettant de développer une action autonome au contraire des missions anglaises bien plus dotées et disposant de nombreux contacts dans toute l'armée lettonne : l'urgence de la situation impliqua cependant une totale coopération franco-britannique (favorisée par l'amitié nouée entre Cowan et Brisson) qui permit la réussite de l'action alliée et la suspension des rivalités. Après le bombardement du 15 octobre 1919 (présentée initialement comme un acte défensif visant à protéger la flotte alliée mais qui, en permettant un débarquement letton, renforça considérablement les positions lettonnes), Brisson et Du Parquet parvinrent à obtenir de Paris (le 24 octobre) les instructions leur permettant de s'engager pleinement dans le soutien des forces lettonnes, ce qui permit la libération complète de Riga le 11 novembre et la défense de Liepaja début novembre.

Comme il le fait tout au long de son livre, Du Parquet fait un compte rendu très détaillé, intégrant au fil de son récit de nombreux témoignages, lettres, proclamations et donnant un grand nombre de détails : si, pour le lecteur non spécialiste, le récit peut parfois être un peu trop détaillé et ardu à suivre (de l'aveu même de l'auteur !), il est à l'inverse extrêmement précieux pour le lecteur occidental n'ayant pas accès aux sources lettonnes. On se contentera d'un seul exemple concernant les cruautés extrêmement nombreuses commises au cours du conflit (parfois difficilement vérifiables et suscitant la polémique entre les belligérants) : si pour Du Parquet, cela devient un véritable acte d'accusation contre la « barbarie allemande » en lien avec les actes commis sur le front de l'Ouest, pour le lecteur

d'aujourd'hui, c'est un bon témoignage de la « violence de guerre » et la « brutalisation » des sociétés en guerre en lien avec les études historiques menées actuellement.

Il ne faut pas négliger les derniers chapitres du livre correspondant à la fin du séjour de Du Parquet en 1919-1920 où celui-ci met en valeur l'affirmation de l'État letton et les derniers affrontements contre les forces bolcheviques avec la libération de Latgale : sa description du front près de Abrene ou son séjour forcé chez un fermier près de Saldus (au cours d'un voyage vers Libau) sont l'occasion de petits récits intéressants mettant en valeur les conditions de combats ou la vie des paysans lettons dont on valorise l'instruction et le sérieux, ce qui permet de l'opposer pour le lecteur français à la vision stéréotypée du moujik russe ignare. Au niveau des relations franco-lettonnes, le séjour du général Niessel à Riga (et les nombreuses décorations transmises aux officiels lettons), le retour des unités lettonnes de Sibérie grâce à l'aide du général Janin et surtout l'organisation, par Du Parquet lui-même, de la division de Zemgale équipé entièrement par la France sont évoqués en particulier afin de mettre en valeur l'action française en Lettonie. Du Parquet se montre évidemment plus discret sur les hésitations encore à l'époque de la diplomatie française à reconnaître de jure la Lettonie (ce sera fait seulement en janvier 1921 même si l'État letton était déjà reconnu de facto) mais son récit symbolise bien cette évolution progressive vers une normalisation des relations, les relations militaires, culturelles « pavant » le chemin vers une évolution politique plus progressive.

La description de la vie politique, économique ou sociale de la Lettonie intéressera peut-être moins un lecteur letton qui en connaît déjà les grandes lignes mais il faut garder en tête que le livre a été conçu par quelqu'un qui se voulait désormais un ami de la Lettonie et voulait contribuer à une meilleure connaissance de ce pays en offrant une synthèse la plus complète possible à son lectorat à une époque où presque aucun livre sérieux sur la Lettonie n'existait encore en dehors de brochures répandues dans des cercles trop restreint.

La mission de Du Parquet s'achevait en août 1920 suite à la décision du gouvernement français de créer un poste de Haut-commissaire français pour les pays baltes ayant la tutelle sur une mission militaire responsable pour l'Estonie et la Lettonie. Après avoir été envoyé au sein de la mission militaire française en Pologne en 1921-1922 (et détaché à Dantzig) et promu enfin réellement en septembre 1923 au grade de lieutenant-colonel, Du Parquet reviendra sur ses terres africaines au Maroc où il rédigera entièrement ce livre puis il terminera sa carrière en Syrie françaises toujours au milieu des conflits

ébranlant l'Empire colonial français. Il reste activement en contact avec ses amis lettons, comme il l'évoque à la fin de son livre en parlant de ses relations avec le président letton Tchakste (auquel il dédie son livre). Il ne manque pas de contribuer aux livres officiels écrits en l'honneur d'officiers lettons, comme celui de Balodis. Il aurait même commencé à écrire un récit sur l'épopée des soldats lettons qu'il ne semble pas avoir achevé.

Après avoir pris sa retraite en 1926, il meurt à Paris le 27 février 1933 : outre de nombreux articles dans les journaux lettons et les regrets manifestés par de nombreuses personnalités lettonnes auprès de la Légation, l'État letton décide pour marquer sa reconnaissance d'annoncer son décès en première page du journal officiel letton, le « Latvijas Vestenis ».

